



Les mouvements de colère sociale s'amplifient

AUX SALARIÉS

NPA

D'EN PRENDRE LA TÊTE !

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 21 NOVEMBRE 2013

Il n'y a pas un seul jour sans que ne se manifeste la colère sociale contre le gouvernement. Dans la dernière semaine : grèves massives dans les écoles contre les nouveaux rythmes scolaires, blocages de camionneurs, actions d'agriculteurs... et même défilés d'employés et de propriétaires de centres équestres !

Pour les enseignants et les parents d'élèves, il s'agit de faire plier Peillon, Ministre de l'éducation, d'obtenir le retrait de cette réforme dont les élèves des communes les plus pauvres sont les premières victimes.

Pour les autres catégories sociales, il s'agit de prendre la tête de la colère contre la politique et les projets de réforme fiscale du gouvernement.

Encore une hausse de la TVA, l'impôt le plus injuste

Après l'écotaxe, faite pour toucher les plus petits et épargner les plus gros transporteurs, c'est l'augmentation de la TVA, qui est programmée alors que déjà 800 000 ménages modestes, jusqu'alors non imposables, se sont vus pour la première fois imposés sur leurs revenus !

Au 1^{er} janvier, la TVA doit passer de 19,6 % à 20 % pour le taux maximum et de 7 à 10 % pour le taux intermédiaire (restauration, transports, travaux du bâtiment, bois de chauffage).

Les 7 milliards d'euros que devraient dégager ces hausses vont contribuer... à financer une partie des 20 milliards du « crédit d'impôt compétitivité » destinés aux entreprises !

Cette hausse de l'impôt le plus injuste, puisqu'il taxe tout le monde au même taux, qu'on soit millionnaire, smicard ou chômeur, va donc servir à remplir un peu plus les poches des plus gros patrons.

Ras-le-bol d'engraisser les licenciés !

Ce sont pourtant ces mêmes capitalistes qui ne cessent de détruire nos emplois. En Bretagne comme dans le reste de la France. En Bretagne, les

travailleurs de Gad, de Tilly-Sabco, de Marine Harvest, de PSA Rennes, font face aux suppressions d'emplois. Mais c'est dans toutes les régions que s'accroissent les plans de licenciements : + 12 % sur les neuf premiers mois de l'année par rapport à 2012.

Sans parler des accords dits de compétitivité, qui sont imposés un peu partout aux salariés, pour aggraver leurs conditions de travail et baisser leurs salaires, sous prétexte de préserver l'emploi.

Qui récoltera les fruits de la colère ?

En Bretagne, nombreux sont ceux qui aimeraient récupérer dans leur propre intérêt le mécontentement : des patrons, en particulier de l'agroalimentaire, à la FNSEA, le syndicat des gros agriculteurs, en passant par des politiciens de tous bords, et d'abord de l'extrême droite.

Mais à Quimper, le 2 novembre, les manifestants les plus nombreux étaient les salariés, en particulier ceux de l'agroalimentaire les plus exploités.

Pour les travailleurs, il est urgent de prendre la tête de ce ras-le-bol social.

Pour cela, nous devons nous organiser par nous mêmes, en toute indépendance, pour mettre en avant nos revendications : l'interdiction des licenciements et

le partage du travail entre tous, l'augmentation des salaires et la fin du matraquage fiscal contre les plus modestes.

Dès cette semaine de nouvelles manifestations sont prévues : à Paris, jeudi, les salariés de La Redoute et samedi ceux de Continental et ceux de toute la région en Bretagne. Et d'autres encore, les semaines suivantes.

Alors, il est temps que le mouvement parti de Bretagne s'étende et converge vers une grande manifestation nationale de tous les travailleurs menacés, c'est-à-dire nous tous !

Ce serait une première étape pour permettre aux travailleurs de reprendre confiance en eux, pour construire un véritable mouvement d'ensemble, pour faire reculer le patronat et le gouvernement à son service.

LE PARTI DE L'AUSTÉRITÉ



Retraites :

les raisons d'une défaite sans combat

Dans la nuit du 5 au 6 novembre, les sénateurs ont repoussé à l'unanimité le projet de loi sur la réforme des retraites présenté par le gouvernement. La droite s'est félicitée de ce contretemps. Le Front de gauche prétend l'utiliser pour faire encore bouger ce projet dont il a refusé de demander le retrait. Le gouvernement a pourtant décidé de le porter jusqu'au bout sans modification.

La CGT appelle à de nouveaux rassemblements devant l'Assemblée et les préfectures mardi 26 novembre, jour du vote par les députés. Des initiatives qui, faute de réelle mobilisation, n'ont aucune chance de faire reculer le gouvernement.

Même s'il y a eu de réelles difficultés de mobilisation pour s'opposer à ce projet, la stratégie des organisations syndicales, faite de « dialogue social » et de refus de s'opposer frontalement au gouvernement porte une lourde responsabilité.

En effet, si une autre perspective que des journées sans lendemains avait été donnée aux travailleurs, si l'horizon d'une mobilisation générale, unitaire et efficace leur avait été proposée, alors oui, nous aurions peut-être pu stopper la spirale de la régression sociale.

A Tanger, les ouvriers de Renault ne se laissent pas faire !

L'usine n'a que trois ans d'âge, et déjà, la direction de l'usine fait face aux revendications.

La moyenne des salaires s'établit aujourd'hui à l'équivalent de 250 euros pour les ouvriers et à 450 euros pour les employés, avec pour eux des écarts considérables allant de 360 à 1.000 euros. L'injustice est la règle.

Ce qui n'a pas empêché la direction de proposer, pour cette année, des augmentations de salaire dérisoires : 2 % d'augmentation pour tous, et 4% à la tête du client, au bon vouloir de la hiérarchie.

Plus de 90 % des ouvriers en auraient été privés. Ce qui a été estimé acceptable par les ouvriers et les délégués du syndicat UMT.

Fin octobre, un ultimatum a été fixé à la direction de Renault: ou de nouvelles négociations, ou une grève des ouvriers... avec le port d'un brassard !

Il a fallu l'intervention du gouverneur de la région de Tanger pour que la direction Renault accepte de négocier tout au long du mois de novembre.

Ce n'est qu'un début ! Après les grèves de Dacia en Roumanie, au tour des ouvriers marocains du site de Tanger de commencer à faire valoir leurs revendications ! Que ce soit au Maroc ou en France, les profits arrivent dans les mêmes caisses.

Alors oui, par delà les usines, les pays et les continents, la solidarité entre salariés apparaît de plus en plus indispensable pour empêcher le même patron, Ghosn et son état-major, d'attiser la concurrence entre nous, tous salariés de Renault.

Le « programme social » du Front National : un régal pour le patronat !

La profession de foi du FN aux présidentielles de 2012 s'ouvrait sur la défense du « pouvoir d'achat ». Derrière l'objectif affiché dans le « programme » du FN de « revaloriser les petits salaires et les pensions », on ne trouve pourtant que **des allègements d'impôts pour les entreprises** et des propositions pour **augmenter encore la flexibilité du marché du travail**, en attendant **le retour de la « croissance »** économique qui, comme par magie, inciterait le patronat à partager ses richesses...

Même musique à propos de la défense de l'emploi. Comme solution, l'interdiction des licenciements ? Que non ! Mais **un protectionnisme « intelligent »** pour éviter le « dumping social » et, bien sûr, la lutte contre « l'emploi de clandestins », c'est-à-dire contre les sans-papiers (responsables sans doute des centaines de milliers de licenciements !).

Dernière mesure phare très originale: **des subventions au patronat !!** Mais... mieux distribuées jure le FN. Marine Le Pen s'est même déclarée favorable à **l'extension du travail du dimanche**, pour tous les salariés dont le patron est « indépendant, commerçant ou artisan ».

Le programme dit « social » du F.N. ne se distingue en rien de celui de l'UMP, ni même de celui du PS. En recherche de respectabilité et en partant des préoccupations largement partagées dans le monde du travail, sur les salaires et les licenciements, **le FN égrène au final une liste de mesures favorables au patronat !**

Le FN, autoproclamé « parti ouvrier » avance masqué. Le fond des idées reste le même : détourner à chaque occasion les conflits de leur terrain de classe pour les ramener à des préoccupations nationalistes, anti-chômeurs et anti-immigrés.

JEUDI 12 DÉCEMBRE
de 19h00 à minuit
SOIRÉE FESTIVE
et de SOUTIEN au NPA
MJC rive gauche à Rouen

MAIL POUR NOUS CONTACTER:

nparenaultcleon@gmail.com

site national du NPA: www.npa2009.org

site NPA agglomération Rouen: www.npa76.org

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA
www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site « auto-critique » est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.N.P.S. - ne pas jeter sur la voie publique